

## L'EURO CONTRE L'EMPLOI

Michel Husson, *Rouge* n°2066, 27 mai 2004

### ***L'Europe néo-libérale utilise la monnaie et la finance contre les droits sociaux : telle est la raison de fond de notre combat pour une autre Europe***

L'ordre suivi pour la construction européenne est très révélateur de sa logique néo-libérale : d'abord le marché unique, puis la monnaie unique. Ce processus a, dès le départ, été marqué par une volonté politique clairement affirmée, ne serait-ce que par la précision des fameux critères de Maastricht. Cette Europe-là a des exigences bien spécifiées en matière budgétaire et financière, mais se montre peu regardante en ce qui concerne les droits sociaux. Cette priorité s'affirme également sur le plan institutionnel : la mise en place de l'euro s'est accompagnée d'un dispositif contraignant composé de la Banque Centrale Européenne (BCE) et du Pacte de croissance et de stabilité, alors que les réticences les plus grandes se manifestent à l'égard d'une semblable dose de « supra-nationalité » en matière de politique industrielle ou surtout de droits sociaux.

#### **Le socle et le carcan**

Il y avait alors deux manières d'analyser ce mode de construction de l'entité européenne, soit comme un socle sur lequel pourrait ensuite s'édifier l'Europe sociale, soit comme un carcan destiné au contraire à s'en prémunir. Le social-libéralisme a fait depuis au moins 15 ans le premier choix, en présentant l'assainissement financier comme un préalable au fameux volet social. Jacques Delors était l'éminent théoricien de cette position, au nom de laquelle les dirigeants sociaux-démocrates européens sont passés les uns après les autres sous les fourches caudines de la rigueur financière. Seulement voilà : l'expérience a démontré qu'il s'agissait d'une illusion. La prééminence de la finance est appelée à fonctionner durablement comme un obstacle à toute avancée sur le plan social. La meilleure preuve en est le ralliement du même Delors à la campagne « un vrai Traité pour l'Europe sociale » initiée par Larrouturou et qui constitue une formidable autocritique par rapport à l'hypothèse sur laquelle il avait fondé toute sa politique depuis au moins 10 ans.

Ce carcan utilise deux principaux instruments : la monnaie et le budget. La BCE présente en effet deux particularités qui la différencient par exemple de la *Fed*, son homologue des Etats-Unis. D'abord elle est dotée d'une autonomie totale, bien supérieure à ce qu'elle peut être en pratique aux Etats-Unis. Il y a là un exemple typique de la nature profondément antidémocratique de la construction européenne. Tout ce qui relève de la supranationalité européenne est conçu comme devant être soustrait au moindre contrôle des citoyens : légitimité à deux étages du Conseil des ministres, désignation technocratique des membres de la BCE ou de la Commission, critères abstraits du Pacte, et statut d'indépendance de la Banque centrale.

Mais il existe une autre différence qui réside dans les objectifs assignés à la BCE : la seule règle dont elle est garante, c'est le maintien d'un taux d'inflation inférieur à 2 %, et cela dans chacun des pays de l'*Euroland*. Elle n'est donc pas tenue de pondérer cet objectif avec celui de soutien de l'activité, ce qui donne à sa politique monétaire un biais anti-emploi systématique. L'exemple des avertissements adressés à l'Irlande permet de quantifier avec précision les priorités de la Banque centrale : mieux vaut 8 % de chômage et 2 % d'inflation (c'est à peu près la moyenne européenne) que 4 % de chômage et 4 % d'inflation. Cette rigueur ne peut avoir que des effets désastreux sur des pays en phase de rattrapage comme l'Irlande, et ce sera encore pire si elle devait être appliquée aux nouveaux pays membres.

## Une Europe stupide

Le Pacte de stabilité est « stupide » en ceci qu'il conduit à ce que les économistes appellent une politique pro-cyclique, qui revient à freiner l'économie dans les phases de récession, au lieu de la soutenir par des politiques budgétaires plus actives. L'ensemble de ces contraintes exerce une pression sur les salaires et la protection sociale : faute de pouvoir jouer sur le taux de change, gelé pour l'éternité, c'est sur les salaires que pèse la charge de l'ajustement qui ne peut se faire que par le bas. L'Allemagne est paradoxalement la plus touchée par ce mécanisme. Le pays qui était censé tirer les marrons du feu se trouve aujourd'hui piégé en raison d'une monnaie qui est entrée surévaluée dans l'euro. Comme c'est à peu près la même chose qui se passe en France, ces deux pays ont en commun une croissance plus faible, des déficits plus importants et connaissent les offensives les plus dures contre les droits sociaux. Le « modèle social » européen est ainsi attaqué en son cœur.

Cet ensemble est à la fois fonctionnel et contre-productif. Il est fonctionnel parce qu'il réussit assez bien ce pour quoi il a été conçu, en imposant aux salaires (directs ou indirects) une discipline d'une grande sévérité. Mais il est contre-productif en ce sens qu'il fait obstacle à ce qu'on appelle, dans le jargon européen, des politiques coopératives. En d'autres termes, le carcan monétaire et financier s'oppose à tout processus de convergence et d'intégration réelle en Europe et tend au contraire à creuser les facteurs de divergence, bref à accentuer les contradictions inter-impérialistes à l'intérieur même de l'Europe. La base économique de cette tendance au fractionnement peut se résumer ainsi : en exerçant de manière constante une pression récessive sur l'activité en Europe, l'appareil monétaire et financier s'oppose à une réelle unification et constitue un formidable encouragement à l'extraversion. Par exemple, dans le cas français, on s'aperçoit que l'investissement intérieur tend à stagner alors que l'investissement international a considérablement augmenté au cours des dernières années.

Cette extraversion fragilise (mais de manière diversifiée) les économies européennes. Dans tous les pays, la croissance du marché intérieur est étouffée, principalement en ce qui concerne les dépenses sociales et les services publics. A l'extérieur, le dynamisme des économies devient extraordinairement sensible à la baisse agressive du dollar qui pèse bien plus sur la compétitivité des produits européens que le fameux « coût du travail ». L'offensive néo-libérale enregistre donc des succès internes mais au prix d'une sorte de récession permanente qui empêche l'Europe de profiter de l'actuelle reprise mondiale, dans des proportions jusque là inconnues.

Voilà pourquoi cette implacable machinerie n'est pas seulement antisociale et antidémocratique mais aussi, en un sens, antiéconomique. Mais pour l'instant ses avantages l'emportent sur ses inconvénients aux yeux des bourgeoisies européennes. C'est donc à la gauche radicale que revient la mission de porter un programme visant à une refondation sociale et démocratique, dont l'urgence est justifiée par la nature intrinsèquement réactionnaire (et donc non amendable) de la construction européenne réellement existante.